Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 140 du 10 janvier 2020 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

BUDGET DE L'ETAT POUR 2020

Le mandat social dans la continuité

Pour son mandat 2015-2020, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a dans son agenda, réduit la pauvreté au Togo et rendu le panier de la ménagère souple ! Des efforts ont été faits dans divers domaines pour la consolidation et le développement socioéconomique. De 2015 à 2017, le taux de pauvreté est passé de 55% à 53,5%, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), dans un rapport publié en juin 2018. C'est indéniable et ce n'est pas exagéré ni prétentieux de le souligner régulièrement. Il nous faut même aller plus loin, « Il reste encore à faire ! ». Durant les 5 ans, des investissements sont accentués énergiquement pour le transfert et la fabrication des compétences, des réformes opérées,...

P.3

MONNAIE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Kako Nubukpo annonce les états généraux de l'ECO du 28 au 30 avril 2020 à l'Université de Lomé par un colloque scientifique

INCLUSION FINANCIERE

La stratégie nationale d'inclusion financière nécessitera 20,24 milliards FCFA sur 3 ans

AGRICULTURE

PARTAM pour accroître la production du riz à 5.500 tonnes de riz paddy

SECTEUR MINIER

De 2015 à 2019, le Togo a délivré 16 permis de recherches des données d'existence et de disponibilité des gisements

MEDIA / CONAPP

Kara accueille du 14 au 17 janvier les JPO de la presse

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Mission accomplie en 2019, de nouvelles bases d'actions au titre de 2020

CMJN

ECO FLASH

BANQUE

Le groupe Attijariwafabank conforte son leadership et remporte 2 nouveaux prix à Londres

Attijariwafabank, le 16 décembre 2019 lors de la 12e édition de la cérémonie de remise des prix « African Banking Awards 2019 » par EMEA Finance Magazine, le groupe Attijariwafabank s'est vu décerner 2 prix d'excellence le 5 décembre dernier à Londres.« Meilleure banque marocaine de l'année 2019 » et ce, pour la 5e année consécutive. CBAO pour sa part, a été élue « Meilleure banque au Sénégal pour l'année 2019 », et ce pour la 3e fois consécutive. Selon le magazine britannique de référence, ces 2 consécrations, viennent récompenser les progrès réalisés par le groupe Attijariwafabank au cours de l'an-

née 2019, car il a su équilibrer son expansion et sa croissance en tenant compte des risques dans un contexte parfois difficile, et offrir à ses clients diversifiés de nouveaux produits et services innovants, excellant dans les services bancaires d'investissement.« Attijariwafabank a un plan de responsabilité sociale d'entreprise mûr et bien pensé. Nous sommes impressionnés par le soutien manifeste aux TPME non seulement au Maroc, mais également à travers l'importante plateforme géographique du Groupe, qui s'étend sur 26 pays de la région EMEA. La banque s'est engagée concrètement à investir 27 milliards de dirhams dans de nouveaux prêts aux petites entreprises au Maroc uniquement », a déclaré Christopher Moore, éditeur et PDG du magazine EMEA Finance.

Augustin

La stratégie nationale d'inclusion financière nécessitera 20,24 milliards FCFA sur 3 ans

Depuis Janvier 2014, la promotion de la finance inclusive au Togo s'est exprimée par la mise en place du Fonds National de la Finance inclusive (FNFI), qui vise à permettre à 2 millions de togolais d'avoir accès aux services financiers de base par ses produits financiers offerts, et par surcroit les faire sortir de la pauvreté. Dans le même temps, il y a une nécessité accrue de promouvoir l'accès aux services financiers d'une manière responsable et en cohérente avec les politiques et reformes nationales.

En adoptant la stratégie nationale d'inclusion financière (Snif), le gouvernement vise à permettre aux Togolais de bénéficier des produits financiers. La Snif a été élaborée sur la base des résultats complets du diagnostic de l'inclusion financière, selon le processus "Making Access to Financial services Possible - MAP" (Rendre possible l'accès aux services financiers). « La SNIF doit relever le défi de l'accès des services financiers pour ceux qui en sont exclus, mais aussi permettre une utilisation en profondeur de ces mêmes services financiers », a expliqué Mme Assih Mazamesso, la secrétaire d'État chargé de l'Inclusion financière.

La stratégie prévoit aussi davantage de prêts, des efforts en direction des financements de l'agriculture, la généralisation des paiements en ligne, la stimulation de l'épargne et l'implantation de guichets dans les zones reculées. En ligne de mire, les adultes ruraux, les femmes, les jeunes et les petites et moyennes entreprises. La mise en œuvre de la SNIF qui débute en 2020 devrait permettre d'atteindre 200 000 personnes chaque année soit au total 1000 000 à l'horizon 2024 (passer de 40% à 75% d'ici 4 ans). Le budget estimatif est évalué à 20,24 milliards sur 3 ans dont 68% pour atteindre largement les objectifs. Le Secrétariat d'État chargé de l'Inclusion financière compte sur les ressources de l'Etat et les partenaires du Togo afin de mobiliser les ressources pour la SNIF. Les priorités de la SNIF sont organisées autour de trois principaux axes à savoir : l'extension et la diversification des services financiers durables notamment aux populations exclues, le renforcement de la qualité et l'utilisation des services de paiement, en

particulier le mobile money et le renforcement des politiques et réglementations relatives aux services financiers, aux institutions et aux infrastructures pertinentes pour l'inclusion financière.

La SNIF a également intégré les conditions du Plan National de Développement (PND 2018-2022) notamment en son axe 3 << Consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion>>, et celles de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) de la BCEAO.

Raissa

BOAD

Un prêt de 7 milliards FCFA pour la Construction d'une centrale solaire photovoltaïque de puissance 30 MWC à Blitta

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni le 18 décembre pour sa 115ème session ordinaire dans les locaux du siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar (Sénégal), sous la présidence de M. Christian ADOVELANDE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD.Le Conseil a approuvé de nouvelles opérations dont 2 prêts à moyen et long termes d'un montant total de 22 milliards F CFA, 1 prêt à court terme d'un montant de 5 milliards FCFA et 2 prises de participation s'élevant à 38,2 milliards FCFA. A cet effet, le Conseil de la BOAD a accordé un prêt d'un montant de 7 milliards FCFA pour la Construction d'une centrale solaire photovoltaïque de puissance 30 MWC à Blitta au Togo. « Le projet a pour objet, la construction, l'exploitation, la maintenance d'une centrale solaire photovoltaïque de puissance 30 MWc à Blitta et la réalisation de ses ouvrages d'évacuation, à raccorder au réseau interconnecté du Togo, en vue de la fourniture de l'énergie à la CEET. Les installations de ladite centrale seront transférées à l'Etat en fin de concession, après 25 ans d'exploitation. L'objectif global du projet est de contribuer à la diversification du mix énergétique et à la réduction des coûts de production. Il vise à : assurer l'accès à l'électricité de 30 000 ménages supplémentaires et de l'usine d'égrenage de coton de Blitta à partir de 2021 ; contribuer à améliorer le taux d'électrification du pays en le faisant passer de 45% en 2018 à 60% en 2022 ; et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des localités concernées », lit-on dans le communiqué de l'institution financière sous régionale.

Théophile

FINANCES

Un trésor public performant, à assurer un recouvrement optimal des ressources de l'Etat

Comment mobiliser des ressources internes pour un développement durable ? C'est la réflexion et l'engagement des agents du trésor public du Togo pour les années prochaines à la première édition de la Conférence Annuelle des Services du Trésor (CAST) du 27 au 28 décembre 2019 à Lomé en présence de M. Badanam PATOKI Secrétaire General du Ministère de l'Economie et des Finances.

La 1ère édition est consacrée aux voies et moyens à mettre en œuvre pour assurer un recouvrement optimal des ressources de l'Etat, de mener des analyses approfondies sur l'actuelle procédure de recouvrement des ressources de l'Etat, d'en tirer les forces et les faiblesses et d'envisager des réformes tendant à l'améliorer de façon significative. La CAST est un cadre de réflexion et d'échanges autour de sujets préoccupant de la vie du Trésor public et vise à favoriser une harmonisation des points de vue, faciliter l'intégration des services et assurer une cohésion entre d'une part les agents en activité dans les services du Trésor et d'autre part entre le Trésor public et ses partenaires. « La CAST est donc le moment de l'année où se retrouve les agents du Trésor public autour des premiers responsables pour réfléchir, échanger et débattre autour d'un thème relatif à la gestion des finances publiques », explique ADJABO Ekpao, le Directeur General du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

« Sur le plan de recouvrement des recettes du budget de l'Etat, 107 régies de recettes ont été créées dans les Ministères et Institutions pour faciliter la collecte des recettes de services. Sur le plan des dépenses, les arriérés de la

dette commerciale privée ont été entièrement apurés. Cet apurement a eu un impact significatif sur le niveau d'endettement dont le taux est passé 81,1% en 2016 à 68,7% à fin novembre 2019 faisant du Togo le seul pays de l'UEMOA à respecter tous les critères de convergence. Sur le plan de la gestion du Patrimoine de l'Etat, le Trésor public a procédé au recensement des biens meubles et immeubles de l'Etat, ceci dans l'optique d'aller vers la comptabilité patrimoniale et en droits constatés. En ce qui concerne la gestion de la Trésorerie, je suis heureux de vous annoncer que le Compte Unique du Trésor est opérationnel depuis novembre 2018 et connecté au système de paiement électronique de la BCEAO », a fait savoir le Directeur General du trésor et de la comptabilité publique.Cette dynamique des réformes se poursuivra en 2020 avec la parution du premier bilan d'ouverture. A cet effet, la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ambitionne d'étendre le système intégré de gestion des finances publiques aux établissements publics nationaux et aux collectivités territoriales pour permettre d'augmenter significativement les recettes de ces organismes publics et sera un gage de transparence dans leur gestion.

Théophile

BUDGET DE L'ETAT POUR 2020

Le mandat social dans la continuité

Pour son mandat 2015-2020, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a dans son agenda, réduit la pauvreté au Togo et rendu le panier de la ménagère souple ! Des efforts ont été faits dans divers domaines pour la consolidation et le développement socioéconomique. De 2015 à 2017, le taux de pauvreté est passé de 55% à 53,5%, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), dans un rapport publié en juin 2018. C'est indéniable et ce n'est pas exagéré ni prétentieux de le souligner régulièrement. Il nous faut même aller plus loin, « Il reste encore à faire ! ». Durant les 5 ans, des investissements sont accentués énergiquement pour le transfert et la fabrication des compétences, des réformes opérées, la relance de l'économie togolaise, du souffle redonné à l'agriculture, les infrastructures scolaires démultipliées, le salaire et la fonction enseignante revalorisés, les infrastructures routières développées, les acquis sociaux renforcés, mis en place des mécanismes pour faciliter l'emploi des jeunes et repositionnement du Togo sur le plan diplomatique. Pour atteindre tous ces objectifs, depuis 03 ans, le budget est conçu pour la satisfaction des besoins sociaux ainsi que la réalisation de certaines infrastructures communautaires, 2018 (42% du budget), 2019 (45% du budget), et 2020 (46,8% du budget). En effet, pour le budget de l'Etat pour l'année 2020 aura une forte connotation sociale comme les autres années. Le secteur de la santé obtient 41% d'évolution, l'éducation près de 40%, les transports et infrastructures, près de 8%. En effet 46,8% des ressources budgétaires sont affectés aux secteurs sociaux (santé, éducation, agriculture, électrification rurale…).« Malgré l'environnement économique mondial défavorable, marqué par des incertitudes liées au ralentissement de l'activité économique dans les pays avancés, le Gouvernement, sous l'impulsion du Chef de l'Etat met en œuvre une politique budgétaire prudente, cohérente, réaliste et axée sur une performance accrue dans la collecte des ressources budgétaires fiscales et non fiscales et sur la satisfaction des besoins sociaux de nos populations », a expliqué le ministre de l'économie et des finances Sani Yaya.Sont prévus, la réhabilitation et la construction de centres de santé, particulièrement le CHU-SO dont les travaux seront lancés incessamment, l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs ainsi que des retraités par la revalorisation de la valeur indiciaire qui sera effective à partir de janvier 2020, la construction de maisons de retraites. Également annoncés, des recrutements dans la santé, l'éducation, l'agriculture et les finances. Des dispositions sont par ailleurs prévues aussi bien pour les contribuables, consommateurs et investisseurs. Le trésor quant à lui débutera l'année dès le 20 janvier avec en caisse 20 milliards FCFA.

Ghislain

Canal + Togo offre une journée de gaieté à 300 orphelins

Canal + Togo dans ses œuvres sociales, pensent aussi aux enfants. Ainsi, pour la troisième (3ème) année consécutive Canal + Togo en collaboration avec Canal Olympia (Godopé), Canalbox et l'hôtel Onomo a organisé le 17 décembre à Canal Olympia Godopé à Lomé, une journée de réjouissance à trois (300) enfants démunis issus de certains orphelinats de l'étendue du territoire national.

Au cours de ladite journée, les enfants ont eu droit à un film à l'instar de la reine des neiges, un déjeuner noël et un après-midi festive agrémenté par des jeux. Pour Alexandre Cohen, DG de Canal+ Togo, « L'idée est de faire profiter d'une journée de bonheur, de joie et de jeu à des enfants qui n'en ont pas l'occasion pendant toute l'année ». En ces moments de fêtes de fin d'année, après avoir lancé jusqu'au 31 décembre 2019 une promotion à l'endroit des abonnés et aux potentiels clients avec de multiples offres dont l'abonnement avec le kit complet à 5000FCFA, Canal + n'a pas voulu laisser de côté les enfants ceci à travers cette journée qui a reçu l'adhésion de tous les enfants présents. « La journée a été merveilleuse car j'ai regardé un film sur un écran géant, j'ai bien mangé et bu, et je me suis beaucoup amusé. Merci aux organisateurs et que Dieu les bénisse », a laissé entendre Georges, un des enfants bénéficiaires. À travers le partenariat de l'hôtel Onomo, les enfants ont bénéficié d'un Goûté, un repas complet en plus d'un gâteau de noël. « Nous accompagnons ce projet dans le but de donner du sourire aux orphelins ce qui permet de raviver le sentiment de noël auprès de ces enfants », a expliqué Marc Pilard, DG de l'hôtel Onomo.

Emilie

Les étudiants des universités publiques bientôt assurés à l'INAM

Les autorités togolaises mettent les bouchées doubles pour que l'assurance maladie soit universelle. Ainsi, après d'autres corps de métiers dont récemment les artisans, l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) élargit son champ de protection sociale. Alors, partant du constat selon lequel, les étudiants sont l'avenir d'une nation, les citoyens de demain, les âmes d'un pays ...etc, sous le leadership et instruction du Chef de l'Etat, une étude est en cours depuis 2017 en vue de la couverture des étudiants. De nos jours, ce processus est à l'étape des choix et option qui seront validés après par les comités des étudiants des universités de Lomé et de Lomé et de Kara.Pour en arriver à la protection sociale aux étudiants, l'INAM a organisé le 20 décembre à l'Université de Lomé, une journée de discussion et d'échanges sous le thème « Protection sociale, moteur de développement » pour permettre aux étudiants d'avoir la même notion et la même compréhension de la protection sociale, un sujet d'intérêt national et de solidarité, tout ceci en collaboration avec les professeurs et les unités de recherche des universités.

Pour Myriam Dossou-d'Almeida, Directrice Générale de l'INAM, « La protection sociale des étudiants est une question essentielle et vitale, un sujet qui tient à cœur au chef de l'Etat. Cela apportera un soulagement aux parents, mais aussi aux étudiants ».Plusieurs activités ont meublé cette journée de l'assurance maladie de l'INAM tels que des panels sur la relation et le rôle que joue la protection sociale, lesquels panels ont été animés par plusieurs acteurs de la santé entre autres, Docteur Têko Amoussou-Kouétété, Innocent Makoumbou et le Professeur Agnon Balogou. « Un problème majeur est en passe d'être réglé au sein du Campus à travers la couverture des Étudiants », a laissé entendre Kafui Kpégba, 2ème vice-présidente de l'UL. La bonne nouvelle de la journée de l'assurance maladie organisée par l'INAM est que, ORABANK a décidé d'offrir pour mille (1000) étudiants sélectionnés, une couverture d'un (1) an auprès de l'INAM. La journée a pris fin dans la soirée avec un concert à l'espace Bella Bellow et la prestation de plusieurs artistes à l'instar de Mic-Flammez, Edem Drackey et des humoristes.

« Nous avons eu une journée spéciale grâce à l'INAM. La protection sociale serait pour nous très profitable car la santé est précieuse », a indiqué Divine, une étudiante en droit.

Yao

Suivez l'actualité togolaise et mondiale en continue sur www.horizon-news.net

AGRICULTURE

PARTAM pour accroître la production du riz à 5.500 tonnes de riz paddy

Pour limiter les importations et augmenter la production du riz au plan national, le gouvernement a décidé d'aménager des bas-fonds puis des terres en aval des barrages des points d'eau et même les réhabilitations des anciens périmètres hydro – agricoles. Dans ce cadre, l'attention est tournée sur la vallée de Zio où les Chinois avaient aménagé un périmètre irrigué de 360ha depuis les années 70. Il s'agit d'un système d'irrigation gravitaire : le Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission Tové (PARTAM). L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté des populations rurales vivant dans la vallée du zio.Plus spécifiquement il s'agit de : accroitre la production agricole, notamment du riz à 5.500 tonnes de riz paddy, contribuer à l'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations bénéficiaires, des objectifs visés par l'axe 2 du Plan National de Développement (PND 2018-2022). Les travaux du projet ont été redimensionnés en deux tranches à savoir une tranche ferme d'un montant global de 5 375 000 000 FCFA, et la seconde tranche conditionnelle d'un montant de 9 759 000 000 F CFA.

Ainsi, comme résultats obtenus de la première tranche: Un périmètre irrigué de 360 ha existant est réhabilité; 6 magasins de stockage et 6 aires de séchage sont construits; une mini adduction d'eau potable composée de deux forages un château d'eau de 250 m3 et 6 bornes fontaines est mis en place à Kovié et à Mission - Tové ; 18 km de pistes de désenclavement sont réhabilités ; 10,5 km de pistes sont construites, une ligne électrique dans la zone du projet; Un matériel et équipements agricoles constitués de 15 motoculteurs avec accessoires, 12 batteuses, 10 vanneuses de riz paddy et 8 décortiqueuses acquis et cédés au Comité de Gestion du Périmètre (CGP) et gérés par l'Unité de Gestion du Matériel Agricole (UGMA) .

Une ligne de crédit de campagne agricole d'un montant de 447 millions de FCFA mise à la disposition de la FUCEC TOGO pour le financement des activités agricoles au profit des producteurs de la zone du projet ; une

ligne de crédit d'un montant de 75 millions mise en place pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; 300 producteurs alphabétisés ; l'ancien Centre Rizicole du Zio (CRZ) construit dans les années 70 est réhabilité pour servir du siège du Projet (bureaux et logements du personnel) ; environ 500 producteurs accompagnés, organisés et formés.Comme résultats obtenus de la tranche conditionnelle; Un nouveau périmètre irrigué de 240 ha est aménagé; 9 magasins de stockage et 9 aires de séchage sont construits ; 22 km de piste de désenclavement réhabilitée; Une Mini adduction d'Eau Potable composée d'un château d'eau de 50 m3 et 6 bornes fontaines est mise en place à Ziowounou ; 6 autres bornes fontaines sont mises en place à Kovié et à Mission – Tové ; 29 bassins piscicoles de superficies variables (600-1000m2) sont construits. Cinq salles d'alphabétisation sont construites et équipées ; un bâtiment au niveau du barrage est construit; Six bâtiments scolaires sont construits et équipés en tables bancs; Quinze latrines publiques ECOSAN sont construites ; un hangar pour le matériel agricole est construit.15 motoculteurs avec accessoires sont acquis et cédés conformément à la note de stratégie de gestion du matériel agricole ce matériel doit être cédé aux opérateurs privés opérant dans la prestation de service de mécanisation aux agriculteurs. Et pour assurer le remboursement par l'acquéreur, MIFA a identifié des producteurs organisés en coopératives, qui ont exprimé leurs besoins en prestations de labour pour les accompagner ; 6 élévateurs et 2 calibreuses sont acquis pour compléter les 2 chaines de la mini rizerie ; 6 Unités de Soins Périphériques (USP) sont appuyés en petits matériels médicaux et/ou en produits pharmaceutiques; L'Appui Accompagnement-Organisation et Formation des Producteurs est poursuivi ; 308 producteurs alphabétisés dont 215 femmes ; Crédits intrants agricoles et les crédits AGR sont distribués régulièrement par la FUCEC : 67 dossiers pour 560 membres dont 406 Femmes ; Crédit de campagne agricole : 67 dossiers de 601 membres dont 189 Femmes ; les infrastructures d'exploitation des bassins piscicoles (clôture, hangar, magasins, lampadaires solaires…) sont mises en places. Comme perspectives pour 2020, le projet vise la construction du pont et du canal d'amenée situés entre Kovié et Ziowounou, l'opérationnalisation de la mini-rizerie: l'Installation d'un transformateur.S'il est vrai que la mise en œuvre du Projet d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles dans la zone de Mission – Tove (PARTAM), est une réponse à la demande de plus en plus importante de la consommation en riz, il est d'autant plus évident que ce projet est la transformation d'un potentiel en richesse.

Ghislain

Le Togo s'engage à attirer les investissements directs étrangers et le financement des Zones Economiques Spéciales

Dans leur volonté politique de faire du Togo un pays à revenu intermédiaire solidaire, ouvert sur le monde économiquement, socialement et démocratiquement solide et stable, les autorités togolaises ne cessent de multiplier des programmes et actions en vue d'un Togo émergent à l'horizon 2030, en témoigne le Plan National de Développement (PND 2018-2022) qui se repose sur trois (3) axes et ayant pour objectif de transformer structurellement l'économie en vue d'une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social. Au titre des instruments catalyseurs de transformation et de croissance économique se trouvent les Zones Économiques Spéciales (ZES) et les pôles de compétitivité apparus comme des alternatives eu égard à leurs résultats sur d'autres continents à l'instar de l'Asie.

Pour cela, sous le haut parrainage du Ministère du Commerce, de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et de la Promotion de la Consommation Locale, Togo Invest en collaboration avec ses partenaires entre autres la Société d'Administration de la Zone Franche (Sazof) a organisé le 19 décembre 2019 à Lomé, un atelier sur le développement des zones économiques spéciales en Afrique, cadre général et orientations principales. Il s'agit de sensibiliser les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PND sur le concept de la zone économique spéciale qui est un véritable levier pour le développement économique d'un pays et un instrument pour attirer les investisseurs.

Les échanges ont concerné sur les principes fondamentaux pour la création d'une zone économique spéciale, mené des réflexions sur les stratégies pour une mise en œuvre correcte et réussie des zones économiques spéciales, étudié les facteurs de réussite et d'échecs, et aussi, comment attirer les investissements directs étrangers et le financement des zones économiques spéciales. Pour Kodjo Adedze, Ministre du Commerce, de l'industrie, du Développement du Secteur Privé et de la promotion de la consommation locale, « L'initiative prise par TOGO INVEST et la Société d'Administration de la Zone Franche (SAZOF), d'organiser cet atelier autour du concept des Zones Economiques Spéciales, s'inscrit parfaitement dans la dynamique que connait actuellement notre pays le Togo puisque, tout en étant en lien étroit avec le PND.

Elle vise aussi à rechercher les meilleures pratiques internationalement reconnues, pour améliorer le climat des affaires, promouvoir le développement du secteur privé et attirer les investissements pour la mise en œuvre réussie du PND ».Avec le PND, il y a pratiquement une dizaine de zones partagées entre les Zones des agropoles et les zones industrielles. Alors, il est de bon ton que l'écosystème togolais comprenne ce qu'est une zone en vue de travailler pour sa mise en place.

Pour l'économie d'un pays, une zone spéciale est importante car si l'on prend exemple sur la Chine, la transformation qu'il y a eu dans les quarante (40) dernières années a été principalement réussie à travers des zones économiques spéciales où il y a des entreprises qui se mettent ensemble pour une intégration verticale ou horizontale dans le but de produire des biens ou services de manière économique et efficace. Au Togo, la Sazof est une zone économique spéciale d'un certain type mais, le gouvernement veut aller un peu plus loin et faire davantage.

La consommation intérieure représente 30% et les 70% des productions sont destinées à l'exportation. Ainsi, à travers la ZES, Il n'y aura plus de séparation entre l'exportation et la Consommation intermédiaire. On définira désormais la proportion destinée à la consommation intermédiaire et celle à l'exportation.Une zone spéciale est un endroit où on rassemble des entreprises qu'elles soient nationales ou internationales sous un couvert donné avec des avantages. Ces avantages peuvent être au niveau de transport, d'accès logistiques, le transport et la réception de marchandise et aussi, des avantages fiscaux. Une zone où on met ensemble des entreprises pour produire au meilleur coût possible des marchandises destinées à la consommation nationale ou à l'exportation.

KPOWOADAN Yao

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

N° 042/2019/P/CENI

COMMUNIQUE DE LA CENI

Le Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) informe l'opinion publique et toute personne désireuse de faire acte de candidature à l'élection présidentielle fixée au **22 février 2020** pour le premier tour que, conformément à l'article 62 de la Constitution de la 4ème République et aux articles 150 et 151 du code électoral, le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

1. la déclaration de candidature dûment remplie et signée ;
2. un extrait d'acte de naissance ou le jugement supplétif en tenant lieu ;
3. une copie légalisée du certificat de nationalité togolaise ;
4. un bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
5. un acte de domiciliation délivré par l'autorité compétente (le maire du lieu de résidence de la/du candidat(e));
6. une attestation par laquelle un parti politique légalement constitué ou une coalition de partis politiques légalement constitués déclare que ledit parti ou ladite coalition a investi l'intéressé(e) en qualité de candidat(e) à l'élection présidentielle, ou une liste d'électeurs appuyant la candidature indépendante et comportant les noms, prénoms et lieu de naissance, l'indicatif de la liste électorale d'inscription et la signature des intéressés. Cette liste doit comprendre des électeurs représentant au moins deux mille (2000) inscrits, domiciliés dans dix préfectures à raison de deux cents (200) au moins par préfecture ;
7. une attestation sur l'honneur que la/le candidat(e) remplit les conditions d'éligibilité requises;
8. un certificat médical constatant l'aptitude physique et mentale de la/du candidat(e), établi conformément aux dispositions de l'article 62 de la Constitution ;
9. la signature légalisée de la/du candidat(e) par le Président de la Cour Constitutionnelle ;
10. l'emblème et le sigle (en version électronique et support papier) du parti politique, de la coalition de partis politiques présentant la/le candidat(e) ou de la/du candidat(e) indépendant(e).
11. une photo d'identité de la/du candidat(e) ;

Le formulaire de déclaration de candidature et la liste des pièces à joindre sont à retirer auprès de la CENI à partir du **18 décembre 2019, de 07h30 à 17h30**.

Les dossiers de candidature et le formulaire de déclaration de candidature dûment rempli doivent être déposés au siège de la Commission Electorale Nationale Indépendante à partir **du 27 décembre 2019, tous les jours ouvrables de 07h30 à 17h30** contre récépissé. La date de clôture de dépôt des dossiers de candidature est fixée **au 08 janvier 2020 à minuit**.

Fait à Lomé, le 13 DEC 2019

Le Président,

Tchambakou AYASSOR

Boulevard Eyadema - Cité OUA - ... - TOGO - Tél : 22 50 61 00 - Email : ...@gmail.com

SOCIETE TOGOLAISE DES EAUX S.A.

Siège Social : 53, Avenue de la Libération
B.P. 1301 - Tél. (+228) 22 21 34 81 - (+228) 22 21 59 63 - Fax : (+228) 22 21 46 13 - Lomé - TOGO

COMMUNIQUE

Dans le souci d'une amélioration continue du service d'eau potable au Togo, la Société Togolaise des Eaux (TdE) communique :

- Dorénavant, le coût du branchement simple d'eau potable sans extension de réseau passe de **100 000 Francs CFAà 75 000 Francs CFA**;
- Une vaste campagne d'extensions ciblées, dont les demandes respectent 05 abonnés potentiels sur 100 m de réseau, est en cours à Lomé et dans toutes les préfectures du pays, pour permettre un meilleur accès des populations à l'eau potable ;

La TdE rappelle que les facilités de paiement offertes à ce jour à ses abonnés, restent toujours en vigueur. Il s'agit de la possibilité :

- de régler les frais de branchement et d'extension par tranches ;
- de reprendre l'abonnement moyennant le paiement de frais suivant un échéancier à convenir avec la TdE pour les abonnés dont la fourniture d'eau est suspendue et/ou les compteurs d'eau sont déposés.

Pour informations complémentaires, toute personne désireuse peut visiter le site web de la TdE : www.tde.tg ou se rendre dans l'Agence TdE de sa zone de résidence.

Ensemble, préservons l'eau, source de vie

Lomé, le 17 décembre 2019

La Direction Générale

Comptes Bancaires :
UTB : 310044541004000 - BTCI : 010306905000182-54 - BIA - TOGO : 0 130010775-33 - CCP : 0310000625001000-34
ECOBANK : 70102314073357 01 - ORABANK : 402 100 09726-96 - ORABANK SPECIAL : 432 100 10723-07 -
DIAMOND BANK : 223005808012-33 - BSIC : 020270688112
NIF : 1000166580

ERADICATION DE LA PAUVRETÉ

Le Togo expérimente les cantines communautaires

Depuis 2018, le taux de pauvreté a régressé au Togo passant de 55.1% en 2015 à 53.5% selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). C'est encourageant mais le Togo a encore du chemin à parcourir en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté. Certes, beaucoup d'efforts et de projets à l'instar du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi, (Scape) du Programme d'Urgence de Développement communautaires(PUDC), du Fonds national de la Finance inclusive (FNFI) et autres ont certes été mis en œuvre ces dernières années, pour améliorer le tissus social, et réduire le taux de pauvreté.Conformément à sa volonté de consolider les mécanismes d'inclusion sociale prescrite dans le plan national de développement 2018-2022 en son axe 3, le gouvernement a lancé le 25 décembre 2019 et le 1er janvier 2018 une expérience de fourniture de repas chauds aux personnes vulnérables des communautés pauvres dans le grand Lomé.C'est un moment festif et de réjouissance aux populations vulnérables de Ségbé, Nukafu et Adoglové, Sagbado, Amoutiévé et Adéticopé grâce au Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) exécuté par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB).Ce restaurant communautaire vise à répondre aux besoins de certains ménages qui sont sujets à des difficultés d'accès à une alimentation quantitativement et qualitativement, accroître la consommation alimentaire et l'accès des populations pauvres ciblées du Togo à des repas communautaires réguliers, d'améliorer leur état nutritionnel et de créer de ce fait les conditions de leur meilleure participation au développement du pays.Entièrement financé par le PAPV, cette expérience, (installation, repas et gestion) coûte quatre-vingt-six millions de francs CFA (86 000 000FCFA).Les bénéficiaires qui sont pour la plupart, voire à 90% des personnes âgées ou atteintes d'une maladie chronique détiennent des cartes établies par les responsables dudit projet dans le but de faciliter leur reconnaissance tels qu'ils ont été inscrits dans la base des personnes ciblées et identifiés au moyen entre autre, d'une consultation réalisée en collaboration avec le ministère chargé de l'action sociale, la chefferie traditionnelle dans les localités concernées. Mais, il reste encore du chemin à parcourir car, ce sont actuellement plus de 3 .430.000 de Togolais, soit à peu près la moitié de la population du pays qui vit non pas dans la pauvreté, mais en dessous du seuil de la pauvreté.La question d'éradiquer la pauvreté reste vraiment importante. Dans les quartiers concernés les cibles sont à 9O% des femmes dont des veuves sans revenus, des personnes handicapées et des personnes âgées ou atteintes d'une maladie chronique, à qui des cartes ont été établies. L'expérience va durer 20 semaines. Elle sera exécutée par l'Agence Nationale d'Appui au développement à la base qui dispose déjà d'une expérience dans la promotion des mécanismes de filets sociaux à l'instar des cantines scolaires, des transferts monétaires. Chaque site accueillera 500 personnes qui bénéficieront gracieusement d'un repas chaud d'une valeur de 300 FC FA chacun, et ce 5 fois par semaine.

ASSEM Ange

MONNAIE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Kako Nubukpoannonce les Etats généraux de l'ECO du 28 au 30 avril 2020 à l'Université de Lomé par un colloque scientifique

Emmanuel Macron a profité de sa visite officielle à Abidjan en Côte d'Ivoire du 20 au 22 décembre 2019, pour annoncer la fin d'un des francs CFA, plus précisément celui de l'UEMOA. Le président français a dit avoir entendu les « appels de la jeunesse » de cette sous-région.« Le franc CFA cristallise de nombreuses critiques sur la France. Je vois votre jeunesse qui nous reproche une relation qu'elle juge post-coloniale. Donc, rompons les amarres », a déclaré M. Macron, expliquant qu'il avait été à l'initiative de cette avancée.Cette déclaration a eu un effet d'annonce positive sur les opinions publiques anti-CFA, qui y voient une « grande victoire ».
Le président ivoirien Alassane Ouattara a lui aussi indiqué que cette décision avait été prise en toute souveraineté. Pour sa part, le Fonds monétaire international (FMI), par sa directrice générale, a aussi salué l'initiative.
Au-delà de l'effet d'annonce des présidents français et ivoirien, quelles lectures suggère la grande mutation annoncée sur le franc CFA de l'Union monétaire ouest-africaine. Le satisfecit des opinions publiques anti-CFA laissera rapidement place à de nouveaux enjeux.

« L'annonce faite le 21 décembre dernier à Abidjan de la fin du franc CFA et de son remplacement par l'ECO suscite une vague de réactions aussi diverses que variées, mais tout autant légitimes les unes que les autres, tant la monnaie est un « fait social total ». Elle traduit surtout l'impératif pour les filles et fils d'Afrique de se retrouver pour réfléchir ensemble aux contours de la monnaie ECO idéale et de tracer une feuille de route susceptible de guider les chefs d'Etats de la CEDEAO pour une adoption rapide à 15 de cette monnaie qui doit être une véritable monnaie africaine », a indiqué l'Economiste togolais Kako Nubukpo. Pour ce faire, Kako Nubukpo a pris l'initiative d'organiser à l'université de Lomé au Togo, un colloque scientifique intitulé : « Quelle monnaie pour quel développement en Afrique de l'ouest ? ECO 2020 » du 28 au 30 avril 2020.Selon l'organisateur, ont déjà donné leur accord pour faire le déplacement de Lomé : FelwineSarr, Martial Ze Belinga, Mamadou Koulibaly, Carlos Lopes, Aminata Dramane Traoré, Demba Moussa Dembélé, Cristina Duarte, Issa Ndiaye…
« L'expertise africaine doit être présente collectivement au rendez-vous de l'histoire car ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise ! L'appel à contributions sera bientôt disponible en ligne.« Une vision suivie d'action peut transformer le monde » Nelson Mandela », a souligné l'Economiste togolais.

Comment comprendre le changement du CFA à l'ECO ?
Depuis l'annonce des présidents français et ivoiriens sur la naissance de la nouvelle monnaie ouest africaine qui va remplacer le franc CFA, les réactions des experts se multiplient. L'Eco sera-t-il différent du CFA ? Qu'est ce qui va changer ?
L'économiste et écrivain sénégalais Ndongo Samba Sylla n'est pas convaincu que l'Eco sonne le glas du CFA: "Non, le franc CFA n'est pas mort. Macron et Ouattara se sont seulement débarrassés de ses atours les plus polémiques".
Aussi, il s'interroge sur le stock d'or des pays de l'UEMOA à la Banque de France.
Les pays de l'Uemoa ont annoncé le retrait de leurs devises logées au trésor français. Vont-ils aussi récupérer 85% de leur stock qui se trouve à la banque de France? Or en dépôt au siège 119713,03 onces au siège de la BCEAO, 85 660 millions de FCFA ; Or en dépôt à la banque de France 1054521,73 onces, 754 563 millions FCFA (Etats financiers de la BCEAO au 31 décembre 2018).
L'économiste et homme politique ivoirien, Mamadou Koulibaly ne jubile pas à l'annonce des deux chefs d'Etat.Selon lui, le CFA n'est pas mort, puisque ce matin, à Dakar, à Ouaga, à Lomé, les gens continuent d'utiliser le CFA et pourront l'utiliser encore pendant longtemps. "Déclarer que le CFA est mort, c'est vraiment politique, alors qu'il s'agit d'une question sérieuse, financière, monétaire. On a l'impression que pour calmer les pressions des opérateurs économiques, des hommes d'affaires qui s'inquiètent des difficultés de la zone CFA, les chefs d'État se disent "bon on va leur balancer quelque chose, ils vont s'amuser avec et puis pendant ce temps on continue", juge-t-il.
Pour l'économiste sénégalais Felwine Sarr, c'est une étape, mais ce n'est pas la rupture qui est annoncée et ce n'est pas non plus la révolution, et il faut que les gens continuent à travailler pour avoir une autonomie monétaire absolue, fondamentale et surtout sur des questions qui sont stratégiques d'un point de vue économique : quel régime de change, quel type de parité, sur quel type de devise on le fixe, que l'on puisse aller dans le sens de ce que nous estimons mieux pour les économies de la zone.
Economiste et analyste politique, Gilles Olakounlé Yabi émet aussi des réserves.
A ses yeux, si l'ambition de quelques chefs d'État se réduit à

rebaptiser le franc CFA en ECO, monnaie commune partagée par les huit pays de l'UEMOA, donc sans la puissance démographique et économique dominante, le Nigeria, et sans la deuxième économie ouest-africaine, le Ghana, autant faire des économies et arrêter de distraire les populations par des annonces contradictoires. "La menace la plus importante à la réussite du projet de monnaie unique est aujourd'hui l'absence de personnalités politiques fortes, chefs d'État et dirigeants d'organisations régionales, qui essaient de "vendre", la monnaie unique ouest-africaine aux populations avec conviction et passion. Oui à un projet crédible de monnaie unique pour toute l'Afrique de l'Ouest. Non à une énième démonstration éclatante de la légèreté avec laquelle des décisions cruciales pour l'avenir d'une région et de ses populations sont prises", conclut-il.

L'économiste togolais Kako Nouboukpo salue la création de la nouvelle monnaie mais appelle à la vigilance.
Le Sénégalais Demba Moussa Dembélé pense que "Ouattara est un cheval de Troie pour la France dans la CEDEAO". A ses yeux, l'accord va peut-être changer le nom du franc CFA mais la servitude monétaire va continuer. "En gardant un taux de change fixe avec l'Euro les banques centrales africaines vont mener les mêmes politiques monétaires en ayant comme objectif prioritaire la lutte contre l'inflation, comme la BCE. Donc, que les réserves de change quittent Paris pour aller ailleurs ne change rien pour les pays africains. En fait, l'accord signé entre Ouattara et Macron va perpétuer le même système sous une forme « rénovée ». C'est un très mauvais coup porté contre le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. La lutte continue contre la servitude monétaire et la tutelle de la France", explique-t-il. Co auteur du livre L'arme invisible de la Françafrique: Une histoire du franc CFA avec Ndongo Samba Sylla. Fanny Pingeaud pense que l'annonce de Macron et Ouattara "tue le projet de monnaie unique de la Cédéao". L'histoire tend à montrer que la France ne lâche du lest en Afrique que quand les tensions montent et que le risque de tout perdre devient trop fort" (extrait de Larme invisible de la Françafrique).
D'après le média Financial times, dans un article publié le 1er janvier, la France désignera un représentant"indépendant" auprès de la BCEAO avec pour mission de contrôler au quotidien les réserves de change détenues par l'institution monétaire régionale. Le principe de rapatriement des 50% des réserves logées au trésor français est contenu dans la réforme, mais de là à dépêcher un surveillant spécial représentant la France, il n'en fallait pas plus pour susciter un tollé dans la sphère des anti-Franc CFA qui dénonçaient déjà une réforme "cosmétique".Un représentant reste le symbole d'une volonté de la France de maintenir un droit de regard jugé "suspicieux" sur la gestion du Franc CFA et par ricochet des économies de la région. Le Franc CFA laissera donc en héritage le récurent débat sur sa relation avec la France à son successeur, le bien-nommé ECO.

Augustin

De 2015 à 2019, le Togo a délivré 16 permis de recherches des données d'existence et de disponibilité des gisements

C'est pour permettre aux entreprises dans le secteur minier de bien s'installer au Togo, et faciliter leurs activités minières dans l'exploitation des mines selon les principes de transparence et traçabilité, que le gouvernement togolais s'est engagé en adhérant à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)il y a 9 ans.Le Plan national de développement (PND) 2018-2021 devrait donner une avancée significative aux climats des affaires dans le pays afin de faciliter et drainer les investisseurs étrangers dans le secteur minier pour permettre à l'Etat d'améliorer ses recettes minières, créer de l'emploi voire de richesse et améliorer les conditions des populations minières. Avec son potentiel minier le Togo attire les compagnies minières étrangères même si elles demeurent encore peu sur le terrain. Le pays a mis tout en œuvre dans le domaine des mines pour rester attrayant.
Ainsi, de 2015 à 2019, le Togo a délivré 16 permis de recherches pour confirmer les données d'existence et de disponibilité des gisements. En juillet 2019, le gouvernement a attribué à la société Industrie Commerce Agrochimie

Investissement (ICA INVEST), un permis d'exploitation à grande échelle du gisement d'argile de Ledjoblibo. Ce site se localise à Dankpen (417 km de la capitale togolaise, dans la région de la Kara).Aussi, en octobre 2019, le gouvernement a octroyé à la Société Générale des Mines (SGM), filiale du britannique Keras Re-

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT
Récépissé N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Benjamin K. Tchabi
90369796

Tirage
2000 Exemplaires

sources, le permis d'exploitation à grande échelle du gisement de manganèse de Nayega (préfecture de Kpendjal ouest). Cette décision, fait suite aux résultats concluants des recherches de gisements du manganèse à Nayéga dans la préfecture de Kpendjal-Ouest, région des savanes et à une demande de permis d'exploitation à grande échelle de ce minerai introduite par la filiale togolaise de SGM. Selon la SGM qui a effectué les travaux de recherches, les réserves de manganèse découvertes sur le site de Nayega s'évaluent à près de 8,5 millions de tonnes. La mine, a une durée de vie de 11 ans sur les réserves trouvées, informe le Conseil des Ministres.En novembre 2019, le gouvernement a signé un mémorandum d'entente avec la société DANGOTE pour la construction d'un complexé de fertilisant et surtout l'exploitation du phosphate un autre volet concerne la construction d'une cimenterie.

Le Togo est le troisième producteur de phosphate en Afrique subsaharienne.Selon le rapport d'une étude conjointement menée par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et le Ministère des Mines et de l'Energie, dans le cadre du PDGM, dans les détails, les principaux minerais exploités au Togo sont le sable, le gravier, l'or, l'argile, le marbre, la latérite et d'autres pierres pour la construction. Le rapport d'étude indique en outre que 1621 unités d'exploitations des mines de petites tailles ont été répertoriées en 2019 dont la production était estimée à 18 milliards FCFA.

Raissa

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Mission accomplie en 2019, de nouvelles bases d'actions au titre de 2020

Le Gouvernement togolais s'est lancé dans un vaste chantier de développement à la base à travers des programmes et projets dont le but est la réduction de la pauvreté, lequel chantier est piloté par le Ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse (MDBAJ).Depuis dix (10) ans, le ministère dans son obligation de rendre compte, a fait le bilan de ses activités, ce qui lui permet de parfaire ses stratégies d'intervention et de répondre réellement aux besoins des couches vulnérables principalement les jeunes, les femmes. Dans la lettre de sa mission; il s'agit de relever les difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre des actions et en tirer des leçons à savoir identifier de nouvelles perspectives pour maximiser les résultats et assurer un meilleur impact sur les conditions de vie des populations en prenant en compte les orientations nationales contenues dans le Plan National de Développement (PND 2018-2022), en particulier l'axe 3, les nouveaux défis à relever et les opportunités à saisir. Le ministère a fait le compte de l'exercice de l'année 2019.On relève des résultats concrets qui impactent la vie des bénéficiaires à savoir le renforcement des capacités de 1556 membres de groupements et le financement de 690 Groupements d'Intérêts Économiques (GIE); l'alphabétisation de 1420 membres de groupements porteurs de Plate-forme Multifonctionnelle (PTFM); l'extension du programme des transferts monétaires lancé par le Chef de l'Etat à 45700 ménages; 94918 élèves bénéficiaires de repas chauds dans le cadre des cantines scolaires; la création de 821 entreprises artisanales engendrant 2469 emplois dans le secteur; l'organisation de la première édition du Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) avec 100 000 visiteurs, 534 exposants provenant de 8 pays; 411 artisans et leurs ayant-droit bénéficient d'une couverture d'assurance maladie; 8500 Volontaires Nationaux mobilisés sur des missions de développement; plus de 5 milliards FCFA de crédits alloués aux jeunes entrepreneurs, environ 16500 emplois durables engendrés par les microentreprises créées; 120 024 emplois temporaires créés au profit des personnes vulnérables; des activités socioéducatives organisées à l'endroit de 200 000 jeunes. Toutes ces actions ont coûté près de 28,4 milliards FCFA dont 54% mobilisés auprès des partenaires. Pour le compte de l'année 2019, le taux moyen d'exécution de la lettre de mission du ministère est de 100% contre 98% en 2018 et le taux d'exécution financière en termes de décaissement est de 79,47 à fin novembre 2019.<< Nous avons montré que c'est possible car de zéro franc (0F), on est aujourd'hui à environ trente (30) milliards FCFA et j'espère qu'on peut faire davantage. Par rapport à 2018 les ressources mises à la disposition du ministère sont en hausse de 8,77% et cette hausse témoigne la volonté d'intensifier ses efforts en faveur du développement à la base et l'attachement des partenaires à la cause commune de la lutte contre la pauvreté en vue de l'émergence du Togo », a laissé entendre Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse. Pour Philomène Lokossou, présidente de la coopérative Lonlon, « Beaucoup de nos membres sont devenues autonomes et répondent efficacement aux besoins de leur famille, alors nous ne pouvons que remercier le gouvernement ».

KPOWOADAN Yao

LA 12 ÉDITION DU FORUM NATIONAL DU PAYSAN TOGOLAIS

Les 23, 24 et 25 Janvier prochains à Kara

Le Ministère de l'Agriculture, de la production animale et halieutique organisera la 12ème édition du Forum national du paysan togolais les 23, 24 et 25 Janvier prochains à Kara (à 420 km de au Nord de Lomé). Il sera à cet effet question pour les différents acteurs de redéfinir les contours de la nouvelle feuille de route agricole et d'aller vers un pays auto-suffisant en lien avec le Plan national de développement (PND 2018-2022).Cette rencontre demeure des moments d'échanges et de concertation entre tous les acteurs du secteur agricole qui rassemblera1000 personnes dans plusieurs domaines notamment les acteurs directs des chaînes de valeurs (producteurs, industriels, transformateurs, commerçant/exportateurs), les prestataires de services, les institutions financières (banques, assurances, systèmes financiers décentralisés), les partenaires techniques et financiers (PTF), les organisations de la société civile et des invités spéciaux venant des pays partenaires.Sont annoncés à travers une foire agricole qui s'ouvrira le 18 Janvier, des expositions d'innovations technologiques agricoles du pays, les produits agricoles et agro industriels, des échanges d'affaires entre les acteurs au niveau des différents maillons des chaînes de valeurs, la présentation des offres de service agricoles et agro industriels et des offres de financement et d'assurance.La 12è édition sera aussi marquée par des conférences-débats, des travaux en commission sous forme de tables-filières sanctionnées par l'établissement d'accords-programmes de accords commerciaux, une session de restitution qui sera sanctionnée par la signature des accords entre les acteurs, des rencontres "B to B" entre les acteurs des chaines de valeurs, et enfin, ma prise des engagements par les acteurs des différentes familles, le déploiement d'innovations, la distinction de meilleurs entrepreneurs et exploitants agricoles. Rappelons que la 11è édition a eu lieu dans la même ville de Kara sous le thème « Les pôles de transformation agricole pour valoriser les potentialités du Togo : une vision traduite par le PND ».

Ghislain

REGISTRE SOCIAL UNIQUE

Distinguer le « pauvre » du « vrai pauvre »

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), pilote la mise en place au Togo du Registre Social Unique (RSU), un programme qui s'inscrit dans le cadre du projet de filets sociaux et services de base (FSB). Le Registre social unique (RSU) est Système d'informations composé d'une base de données recueillant les profils et les caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages d'un pays. Il permet de cibler plus efficacement les interventions et programmes sociaux (gouvernement, société civile...) vers les populations et ménages les plus pauvres. Raison pour laquelle il urge de le mettre en place au Togo, ceci pour l'atteinte des objectifs prévus dans le plan national de développement (PND 2018-2022). Le processus d'identification donc de ciblage des populations nécessiteuses n'est pas simple ou facile eu égard aux critères de sélection, et vu l'expérience que sa structure a eu sur le terrain dans la mise en œuvre des différents projets. « Qui est pauvre ? Et qui ne l'est pas ? Entre 2 personnes, qui est plus nécessiteuse ? Comment le détermine-t-on ? Telles sont les questions auxquelles l'on est souvent confronté dans le ciblage des bénéficiaires des interventions sociales », s'est interrogée Mazalo Katanga, DG d'ANADEB. Faute d'un mécanisme national consensuel d'identification, les actions de développement dans le pays pour éradiquer la pauvreté, chaque programme, chaque projet et acteur élabore ses propres critères d'identification et de ciblage avec des terminaisons propres : personnes vulnérables, personnes pauvres, en situation de précarité... « Cette situation qui ne permet pas une meilleure visibilité des efforts du gouvernement, conduit plutôt à l'éparpillement des actions avec des risques élevés de doublons. Avec ce nouvel outil, il y a l'assurance que les 'vrais' ménages pauvres et vulnérables seront identifiés. Le RSU permettra également l'économie des ressources, la coordination des différents programmes, la constitution d'un véritable socle et l'adéquation des interventions aux besoins réels des groupes cibles », a expliqué Pour Koffi Gani, président du comité provisoire de pilotage pour la mise en place du RSU au Togo et directeur de cabinet du ministère en charge de l'action sociale.Même si ce Registre couvre tout le pays, et concerne toute la population, les bénéficiaires prioritaires sont les ménages pauvres, les personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées, personnes vivant avec une maladie chronique), les personnes en situation précaire (les jeunes sans emploi, les ménages déplacés ou qui se sont retrouvés en situation difficile suite aux crises économiques, politiques ou à des catastrophes naturelles,…).A ce jour, le Registre Social Unique couvre les cinq (05) régions du pays avec priorité les localités ou cantons les plus pauvres.

Théophile

Les journalistes et communicateurs outillés sur la problématique du changement climatique

Sur initiative du Ministère de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature avec l'appui financier de l'Union Européenne (UE) à travers le Programme d'Appui de Lutte contre le Changement Climatique (PALCC), deux sessions de formation sont organisées à l'endroit des journalistes et communicateurs sur la problématique du changement climatique, la vulgarisation des bonnes pratiques de gestion durable des terres et des forêts, et l'efficacité énergétique. Ces sessions placées sous le thème << Rôle des médias dans le traitement des informations environnementales >> , qui entendent renforcer les capacités des journalistes des médias publics et privés ainsi que des communicateurs, sont prévues du 08 au 10 janvier 2020 à Kpalimé et verra la participation des journalistes des régions Centrale, Kara et des Savanes. La seconde session qui regroupera les hommes de média des régions des Plateaux et Maritime est programmée du 15 au 17 janvier 2020 à Kara tout ceci, pour permettre à ces derniers de jouer leur rôle de veille et aussi servir de relais sociétal entre les scientifiques, les décideurs et le grand public. Représentant son ministre, Kodjo Kudadze, Directeur de Cabinet du ministère de l'environnement a laissé entendre, << Devenu une problématique au cœur des négociations internationales, le changement climatique est aujourd'hui une menace réelle et un défi majeur pour le développement de tous les peuples de la planète. Il faut passer au niveau supérieur en intégrant au traitement de l'information la problématique des changements climatiques >>.

Le Togo participe à la réponse planétaire vis-à-vis de la menace dudit phénomène pour maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de deux (2) degré Celsius. Pour cela, à travers son document de Contributions Déterminées au niveau National (CDN), le Togo s'engage à réduire ses émissions de 11,14% à l'horizon 2030 sur la base des 20,
45 mégatonnes (20,45 millions de tonnes) de gaz carbonique (CO2). Il s'engage aussi à consentir des efforts ambitieux de réduction à hauteur de 20% dans la perspective des appuis supplémentaires des partenaires techniques et financiers.Des efforts déjà consentis par le gouvernement togolais, on peut noter des actions en vue de la réduction des gaz à effet de serre à travers entre autres le reboisement et surtout des programmes électrification solaires par le déploiement des centrales solaires sur l'étendue du territoire national dont une de 30 mégawatts à Blitta.
Le gouvernement accompagne aussi les populations dans leur vécu quotidien face aux effets et impacts des changements climatiques. Exemple de la diminution de la pluviométrie ce qui influence les productions.
<< Nous envisageons des solutions pour que les quelques jours de pluie qui restent puissent servir à augmenter la productivité alimentaire pour la survie de la population >>, a indiqué Thiyu Essobiyou, Directeur de l'environnement. En ce qui concerne les bonnes pratiques des terres, le Gouvernement met en place des projets d'aménagement des bassins, des bas-fonds et surtout des terres en vue de leur fertilisation. Aussi, il y a des techniques culturales mises en place pour que les sols ne se désertifient pas, ne se désaltèrent pas.Ces différentes techniques sont partagées avec les populations pour qu'elles puissent s'en inspirer et continuer par utiliser leurs terres dans le sens de faire perdurer la fertilité des sols.

Charles Yao Yao

MAPAH

Noel Bataka met l'accent sur la cohésion de son équipe

Le personnel et les collaborateurs du ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique (Mapah) ont été outillés le 06janvier au sein de ce département sur les notions de cohésion et de l'esprit d'équipe.Cette séance vise à encourager les employés dudit ministère à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de mieux contribuer à l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, la création d'emplois pour la jeunesse, la réduction de la pauvreté surtout en milieux ruraux conformément à l'Axe 2 du Plan national de développement (PND).Selon Olatokunbo Ige, Directrice exécutive de l'équipe John Maxwell, cette rencontre a permis aux participants d'avoir une idée précise sur « comment créer une synergie au sein de son équipe, comment développer un réel esprit d'équipe et comment stimuler son équipe autour d'objectifs communs ».Il s'est agi également d'expliquer au personnel et les collaborateurs du ministre Noël Koutéra Bataka « tous les outils et méthodes pour renforcer la cohésion d'équipe », afin que les mauvais comportements et attitudes soient bannis et que les efforts soient concentrés sur un travail bien fait.Des exercices pratiques (responsables et agents tous au même niveau) pour réfléchir, sur les mauvais comportements à bannir, et les bons à commencer ou continuer pour les bons résultats. Tous les outils et méthodes pour renforcer la cohésion d'équipe ont été donnés aux agents du Mapah.

Angèle

Le PNUD lance deux (2) innovations challenges

Collecter du grand public les idées les plus innovantes pour d'une part, valoriser les déchets et les matériaux locaux dans les constructions d'infrastructures d'habitation et de transport et, d'autre part, accélérer la délivrance des actes d'État civil, c'est le but poursuivi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui a lancé le 20 décembre 2019 à Lomé deux (2) « innovations challenges » à travers l'Accelerator Lab pour un coût total de cent vingt(120) millions de FCFA . Le premier concours concerne les « solutions innovantes disponibles dans la construction durable alliant la valorisation des déchets et l'utilisation des matériaux locaux ». Placé sous le parrainage du ministère de la ville, de l'urbanisation, de l'habitat et de la salubrité publique en collaboration avec le centre de construction et de logement (CCL) et l'école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI), ledit concours vise à identifier des solutions pour contribuer à réduire l'impact des déchets sur l'environnement et à promouvoir l'utilisation de matériaux locaux disponible sur ou non des sites de constructions pour des infrastructures de qualité à coûts abordables, en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).Parrainé par le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, le second challenge concerne « les solutions permettant d'améliorer le service de délivrance des actes au sein des centres d'État civil du Togo ». Il a pour objectif d'aider les centres d'État civil à améliorer la qualité de leurs services, la transparence des processus de délivrance et, accroître la satisfaction des administrés en lien avec l'axe 3 du PND ceci, pour une meilleure organisation et gestion du territoire national. « A travers ces concours, nous voulons que les solutions viennent des communautés elles-mêmes. Quand elles sont des solutions endogènes, elles intéressent les populations à la base et donnent plus d'impacts. On va tester de nouvelles approches de développement et les collègues vont aider à trouver de solutions. Le travail au sein notre Accelerator Lab va consister à explorer ; une fois qu'on explore et qu'on voit que c'est porteur, on fait un test pour mesurer son impact. L'exercice final consistera donc à développer à échelle pour inspirer d'autres communautés », a professé Aliou Dia, Représentant/ Résident du PNUD au Togo. Les accelerator Labs constituent la nouvelle façon de travailler du PNUD, dans le domaine du développement.

Kpowoadan Yao

Les droits de douane sur un véhicule seront désormais de 5,3% au lieu de 53% précédemment

Dans le budget 2020 adopté le 20 décembre 2019 par l'Assemblée nationale, sont prévues des dispositions devant permettre une réduction considérable des prix de vente des véhicules neufs et d'occasions sur toute l'étendue du territoire national. Selon les informations, ces dispositions entrent dans le cadre de la mise en œuvre des réformes pour l'amélioration du climat des affaires au Togo. Les droits de douane sur un véhicule seront désormais de 5,3% au lieu de 53% précédemment. Les véhicules hybrides et électriques sont exonérés de taxes. Il est également prévu l'abattement sur la valeur en douane des véhicules neufs, et cela passe à 90%. Le but poursuivi par le gouvernement, c'est d'améliorer le niveau de vie des populations togolaises.

Blaise